

Francophonie et Langues Nationales



Au delà de la célébration des 50 ans du CLAD, ce colloque international s'est attaché, d'une manière générale, à l'analyse des rapports entre la langue française et les autres langues sur un territoire donné où le français a le statut de langue officielle. Il a également eu pour objectifs, outre ceux cités dans l'appel à communication, de déterminer la place des langues nationales dans les politiques linguistiques en Afrique, d'évaluer les résultats de l'enseignement bilingue dans notre continent, d'examiner le rôle de la terminologie dans le dispositif de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif et le traitement automatique de ces dernières dans le cadre des TIC qui sont susceptibles d'assurer leur présence sur la Toile.

Le Centre de Linguistique appliquée de Dakar (CLAD) est un institut d'université. Il a été créé en 1964 et institutionnalisé par le décret n° 66-070 du 27 janvier 1966, modifié par le décret n° 74-439 du 15 mai 1974.

Ce centre, à vocation essentiellement scientifique, a pour objet de développer, en liaison avec les organismes et services existants, des recherches dans le domaine des langues actuellement parlées en Afrique et d'appliquer les résultats de ces recherches à la pédagogie des langues vivantes tout particulièrement en vue de faciliter l'enseignement des langues nationales et des langues de communication internationale.

AVEC LE SOUTIEN DE :



Francophonie et Langues Nationales

ISBN : 978-2-36895-004-3
EAN : 9782368950043



Photo de couverture et conception couverture du livre : Noël Bernard BIAGUI



Presses
universitaires
de Dakar

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

Centre de Linguistique Appliquée de Dakar
CLAD

ACTES DU COLLOQUE INTERNATIONAL

Francophonie et Langues Nationales

Dakar

21-22 novembre 2014

Préface de Jacques Golliet



Presses universitaires de Dakar
BP 5005 Dakar-Fann
Dakar (Sénégal)

Actes du colloque international :

Francophonie et Langues nationales

Dakar
21 et 22 novembre 2014

UCAD 2
Université Cheikh Anta Diop de Dakar

CLAD
Centre de Linguistique appliquée de Dakar
© CLAD, décembre 2015

Francophonie et Langues nationales

© **Presses universitaires de Dakar**

Tous droits de traduction, de reproduction
et d'adaptation réservés pour tous pays
Presses universitaires de Dakar
Dakar (Sénégal), 2015

ISBN : 978-2-36895-004-3

EAN : 9782368950043

Ce colloque a été organisé par le Centre de Linguistique appliquée de Dakar (CLAD)

Comité scientifique : Souleymane FAYE (CLAD) Président

Comité d'organisation : Mbacké DIAGNE (CLAD) Président

- Commission communication : Noël Bernard BIAGUI (CLAD)
Responsable
- Commission animation culturelle : Ndary MARONE (CLAD)
Responsable
- Commission accueil et logistique : Mamadou DIALLO (CLAD)
Responsable
- Commission finances : Jean François FONSÉCA (CLAD)
Responsable

Présentation du colloque

L'organisation du colloque sur « *Le français et les langues nationales en Afrique* » a été pour le Centre de Linguistique Appliquée de Dakar (CLAD), en même temps qu'un devoir, un défi.

De par sa première dimension, l'organisation de cet événement était un devoir pour un Institut comme le CLAD dont la vocation première a toujours été de promouvoir la recherche linguistique et ses applications pédagogiques, dans la perspective bien comprise d'un aménagement linguistique intégré en Afrique. Cette vocation, aujourd'hui plus actuelle que jamais, consiste plus précisément à orienter les politiques linguistiques de nos Etats dans le sens d'un aménagement qui garantisse les conditions d'une convivialité agissante entre le français et nos langues nationales dans tous les secteurs de la vie active, et en particulier dans les systèmes éducatifs.

Sa deuxième dimension a essentiellement reposé sur une thématique centrée sur une réflexion objective autour des défis actuels et des enjeux d'un tel projet, et plus particulièrement sur la problématique du statut et de la qualité du français dans l'enseignement en Afrique, au voisinage relativement concurrentiel aujourd'hui avec les langues nationales qui revendiquent leur utilisation plénière dans les programmes d'éducation. C'est dans cette perspective qu'entre autres questions majeures déclinées en sous-thèmes, a été mise en avant celle de réviser les méthodes et d'inventer de nouvelles stratégies de gestion plus adaptées à la dynamique évolutive du français et des langues nationales en Afrique.

L'engouement et l'enthousiasme qui ont meublé cet événement ont bien été à la hauteur de l'expertise et de l'engagement militant des participants venus des quatre coins de la francophonie, avec ces communications éclairées que nous avons l'honneur et le plaisir de présenter par ces actes.

Pr. Souleymane FAYE

Président du Comité scientifique

Directeur de la Publication :

Chérif MBODJ, Directeur du CLAD

Comité de rédaction :

Noël Bernard BIAGUI (CLAD, UCAD)
Mbacké DIAGNE (CLAD, UCAD)
Souleymane FAYE (LAD, UCAD)
Amadou Hamady DIOP (CLAD, UCAD)
Chérif MBODJ (CLAD, UCAD)

Comité scientifique :

Moussa DAFF, Professeur titulaire (FLSH, UCAD)
Anna M. DIAGNE, Chargée de recherche (IFAN, UCAD)
Mbacké DIAGNE, Chargé de recherche (CLAD, UCAD)
Amadou Hamady DIOP, Maître assistant (CLAD, UCAD)
Babacar dit Buuba DIOP, Professeur titulaire (FLSH, UCAD)
Arame D. FALL, Maître assistante à la retraite (IFAN, UCAD)
Khadiyatoullah FALL, Professeur titulaire (Université du Québec à Chicoutimi, Canada)
Souleymane FAYE, Professeur titulaire (CLAD, UCAD)
Omar KA, Professeur titulaire (University of Maryland, Baltimore, Etats-Unis)
Amadou LY, Professeur titulaire (FLSH, UCAD)
Chérif MBODJ, Maître de conférences, Docteur d'État (FLSH et CLAD, UCAD)
Fallou MBOW, Maître de conférences, Docteur d'État (FASTF, UCAD)
Mohamed MILED, Professeur titulaire (Université de Carthage, Tunisie)
Falilou NDIAYE, Professeur titulaire (FLSH, UCAD)
Geneviève CORRÉARD N'DIAYE, Professeur à la retraite (FLSH, UCAD)
Mamadou NDIAYE, Professeur titulaire (FLSH, UCAD)
Modou NDIAYE, Professeur titulaire (FLSH, UCAD)
Jean-Louis ROUGÉ, Professeur des universités (Université d'Orléans, France)
Bakari SARR, Maître assistant (FLSH, UCAD)
Aliou Ngoné SECK, Maître de conférences Docteur d'État (FLSH, UCAD)
Samba THIARÉ, Maître assistant (FASTEF, UCAD)
Birahim THIOUNE, Maître de conférences Docteur d'État (FASTEF, UCAD)

Comité de lecture des Actes du colloque

Maxime DA CRUZ, Professeur titulaire (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Chantal ENGUEHARD, Maître de conférences (Université de Nantes, France)

Souleymane FAYE, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Marie Claude L'HOMME, Professeure titulaire (Université de Montréal, Québec, Canada)

Chérif MBODJ, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Jean-Louis ROUGE, Université d'Orléans

Toussaint Yaovi TCHITCHI, (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)

Birahim THIOUNE, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Les textes ont été collectés, relus et corrigés par les auteurs. La forme des textes et les idées exprimées dans les contributions n'engagent que les auteurs eux-mêmes.

Mise en page
Noël Bernard Biagui (CLAD)
Maquette et photo de la couverture
Noël Bernard Biagui (CLAD)
Conception graphique et Réalisation de la couverture
Noël Bernard Biagui (CLAD)
ISBN, 978-2-36895-004-3
EAN: 9782368950043
© CLAD, décembre 2015

Sommaire

Remerciements.....	16
Préface de Monsieur Jacques GOLLIET	17
Présentation du colloque	21
Allocution du Directeur du CLAD.....	23
Allocution de Mme Imma TOR FAUS	27
Allocution du Recteur de l'UCAD	32

Thème 1 : Langues, vie publique et développement social

Communications en Plénière :

1. Propos d'un Africophone sur la Francophonie et les conditions pour un Nouveau Partenariat au XXIème Siècle 37

Samba Buri MBOUP

2. La problématique du partenariat et de la cohabitation des langues en Francophonie 63

Julien Kilanga MUSINDE

3. Écrire en pulaar: qu'avons-nous appris après vingt-sept ans de pratique ? 75

Aboubacry Moussa LAM

4. Langues d'Afrique et enseignement en France 97

Jean-Louis ROUGÉ

5. Le rôle de l'institut national de linguistique appliquée dans la gestion des langues nationales au Bénin..... 109

Toussaint Yaovi TCHITCHI

Atelier 1:

1. Français, anglais et langues africaines dans le hip hop sénégalais :
entre cohabitation et conflit 117

Mamadou DRAMÉ

2. De la particularité à la variante dans la francophonie littéraire 127

Babacar FAYE

3. Appropriation pragmaticolinguistique des langues en milieu
francophone: quelques implications d'une cohabitation efficace
..... 147

Fallou, MBOW

4. La littérature ivoirienne à l'épreuve de la Francophonie: Quand les
langues maternelles et les variétés locales du français s'invitent dans
les textes des écrivains ivoiriens. Les cas de Soleils des
indépendances d'Ahmadou Kourouma, des Naufragés de
l'intelligence de Jean-Marie Adiaffi, de La traversée du guerrier de
Diégou Bailly et du rebelle et le camarade Président de Venance
Konan 161

Fatoumata TOURÉ, épouse CISSÉ

5. Le nouchi dans une perspective de langue nationale:
approches énonciative et pragmatique 175

Amidou SANOGO

6. Aménagement linguistique au Bénin, un pays multilingue 189

Moufoutaou ADJERAN

7. L'Acte 3 de la Décentralisation au Sénégal: défi(s) et/ou
opportunité(s) pour les langues nationales ? 199

Amady Hamady DIOP

Thème 2 : Systèmes éducatifs : langues, sciences et nouvelles technologies

Communications en plénière:

1. Francophonie et politiques éducatives linguistiques en Afrique subsaharienne..... 211

Moussa DAFF & Mamadou Saliou DIALLO

2. Quelques orientations pour la conception d'un curriculum bilingue : l'exemple du français langue seconde et d'une langue africaine 231

Mohamed MILED

3. De l'équipement des langues africaines comme langues d'enseignement..... 239

Modou NDIAYE

4. Didactique de la lecture: du bilinguisme différé à un bilinguisme à temps réel..... 249

Aliou Ngoné SECK

5. Concevoir les outils pour l'enseignement conjoint du français et des langues nationales: L'exemple du Dictionnaire français lingala sango..... 259

Ngalasso-Mwatha, MUSANJI

6. Problèmes théoriques et typologiques de la traduction entre le français et les langues négro-africaines 275

Souleymane FAYE

7. Terminologie, langues nationales et développement..... 281

Chérif MBODJ

8. Les contenus de l'éducation en rapport avec l'univers culturel des enfants : Jàngandoo, un baromètre de la qualité de l'éducation..... 299

Abdou Salam FALL

Atelier 2:

1. Langues africaines et français: quel essai de cohabitation ? 311

Emmanuel dit Magou FAYE

2. Analyse des écrits plurilingues dans la communication électronique 319

Dame NDAO & Juste Kamire MINGOU

3. Francophonie et problématique de l'introduction des langues locales dans le système éducatif de l'Afrique occidentale..... 331

Mamadou CISSÉ

4. Renforcement des capacités d'expertise des professeurs de français à travers la professionnalisation de leurs associations : Le projet PEF de la FIPF. L'exemple du Sénégal..... 355

Jean-Pierre CUQ, Madeleine ROLLE-BOUMLIC, & Abdoulaye
Ibnou SECK

5. Manuels scolaires, environnement informatif et numérique 371

Birahim THIOUNE

6. Langue de spécialité et études terminologiques du wolof dans le domaine médical: pour l'élaboration d'une base de données terminologique..... 381

Abibatou DIAGNE

7. Décrire informatiquement une langue naturelle: application à quelques langues d'Afrique 395

Denys DUCHIER, Yannick PARMENTIER, Simon PETITJEAN,
Nicolas LAMPITELLI, Brunelle MAGNANA-EKOUKOU &
Emmanuel SCHANG

8. « DILAF : des dictionnaires africains en ligne et une méthodologie »	411
----------------------------------------------------------------------------------	-----

Chantal Enguehard & Mathieu Mangeot

Table des matières	423
Liste des participants	433

Aménagement linguistique au Bénin, un pays multilingue

Moufoutaou ADJERAN
 Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

Résumé

Cet article a traité de l'aménagement linguistique au Bénin, un pays multilingue comme la plupart des pays africains sans une langue dominante. Après avoir passé en revue la typologie des situations linguistiques en Afrique, la situation linguistique du Bénin révèle qu'il ne peut se passer d'un aménagement linguistique. Les solutions suivantes sont proposées :

- Une langue nationale en plus du français ;
- Quelques langues nationales en plus du français ;
- Le dendi et le baatonum au Nord ; le fongbe et le yoruba au Sud avec l'enseignement des autres langues à l'échelle des communes.

Mots clés : aménagement linguistique, multilinguisme, Bénin

Introduction

L'une des tâches le plus ardues auxquelles les sociolinguistes africains peuvent faire face aujourd'hui est l'aménagement linguistique dans les pays à sociétés pluralistes multilingue et où des efforts de planification sont déjà remarquables¹. La difficulté ne vient pas du fait qu'il s'agit d'un phénomène nouveau. Loin de là. En Afrique, en dehors du fait que les réflexions ayant trait à l'aménagement linguistique sont de date récente, les écueils sont nombreux. En effet, on a affaire, dans l'ensemble des pays africains, à des situations complexes qui mettent en présence d'une part des myriades de langues nationales dont la plupart ne sont pas encore élaborées et d'autre part la langue française est confortablement assise. Par ailleurs, ici et là, c'est d'une part l'attachement de chaque groupe ethnique à sa langue pour des raisons de survie : personne ne veut abandonner sa langue dont la disparition signifierait l'assimilation aux groupes ethniques les plus forts ; c'est d'autre part la méfiance, car ce qui peut paraître comme un progrès pour certains peut être considéré comme un suicide pour les autres.

¹ Au Bénin, les six langues de post-alphabétisation sont retenues par le gouvernement sur les soixante-deux parlers que compte le Bénin. Le Conseil des Ministres du 29 mai 2013 a décidé de l'expérimentation de l'enseignement des langues nationales dans le système éducatif formel à partir de la rentrée 2013-2014.

Quelles que soient la nature et l'ampleur des tâches qui attendent les sociolinguistes, le Bénin ne peut pas se passer de l'aménagement linguistique qui est nécessaire à cause de la situation sociolinguistique qui ne lui est pas bénéfique. Mais comment mener à terme avec succès un aménagement dans un pays multilingue et multiethnique ? Pour rendre compte de cette situation, l'étude est structurée ainsi qu'il suit : la première partie porte sur la typologie des situations linguistiques en Afrique. La deuxième partie présente la situation linguistique du Bénin. La troisième partie analyse les propositions de solutions.

1. Typologie des situations linguistiques en Afrique

La Typologie des situations linguistiques en Afrique se présente ainsi qu'il suit :

1. Pays où une langue africaine est parlée par l'immense majorité de la population :
2. en tant que langue maternelle : Somalie (somali), Lesotho (sotho), Rwanda (kinyarwanda), Swaziland (swazi), Burundi (kirundi), Botswana (tswana) ;
3. comme langue véhiculaire : Kenya, Tanzanie (swahili), République centrafricaine (sango), Mali (bambara), Sénégal (wolof), Soudan (arabe : 54% de locuteurs natifs), Ethiopie (amharique). Les pays du groupe (a) sembleraient être dans une situation très favorable pour acquérir une langue officielle nationale africaine.
4. Pays où prédomine une langue africaine : Ghana (twi), Burkina Faso (moré/mossi), Niger (Hausa), Zimbabwe (shona), Togo (ewe), Malawi (chewa/nyanja).
5. Pays où plusieurs langues africaines dominantes rivalisent : Nigéria (Hausa, yoruba, ibo). Le Nigéria a plusieurs langues d'Etat reconnues sur le plan national, Sierra Leone (timne, mende), Zaïre (kikongo, lingala, tchilouba, swahili/lingwana).

Les pays des groupes (2) et (3) sont bien placés pour faire d'une ou de plusieurs langues autochtones des langues nationales/officielles, mais il peut y avoir une rivalité entre les groupes linguistiques.

6. Pays où aucune langue africaine ne prédomine : Cameroun (bien que le bulu et l'ewondo l'emportent dans le Sud et le fulfulde dans le Nord), Côte d'Ivoire, Mozambique, Bénin, (UNESCO 1997 :7).

2. Situation linguistique du Bénin

Malgré sa modeste superficie (112622km²), le Bénin compte cinquante-deux langues qui se répartissent dans trois groupes linguistiques :

- Le groupe des langues dites "Kwa" qui comprend la totalité des langues de la partie méridionale du pays c'est-à-dire les départements de l'Atlantique, du Littoral, des Collines, du Zou, du Mono, du Couffo, de l'Ouémé et du Plateau ;

- Le groupe des langues dites "gur" ou "voltaïques" qui comprend la plupart des langues de la partie septentrionale du pays c'est-à-dire les départements de l'Alibori, de l'Atacora, du Borgou et de la Donga ;
- Le groupe dit "autre" qui comprend quelques langues de la partie septentrionale de la République du Bénin et qui ne sauraient entrer dans aucun des deux autres groupes.

Il est important de rappeler que les langues du groupe "gur" sont caractérisées par une très grande hétérogénéité linguistique. En effet, on n'observe aucun élément commun qui permet un regroupement à l'intérieur de cette famille. On note par exemple que les *bétammaribe* parlent le *ditammari*, les *yowa*, le *yom*, les *waaba* le *waama*, les *baatombu* le *baatonum*, les *berba* le *biali*, les *natemba* le *nateni*, les *bèbèlibè* le *mbèlimè*, les *bazence* le *fodo*. D'autre part, il existe une absence d'intercompréhension entre ces langues en dehors de quelques rares cas.

A la différence des langues de groupe "gur" ou "voltaïque" celles du groupe "kwa" se répartissent en deux sous-groupes à l'intérieur desquels il existe une unité au niveau de la glossonymie et de l'intercompréhension :

Le sous-groupe ou continuum des langues "gbe" qui comprennent toutes les langues qui au point de vue glossonymique désignent la langue par le lexème "gbe". Ainsi a-t-on vingt-six parlers gbe : *aladagbe*, *ajagbe*, *ajlagbe*, *agonlingbe*, *agunagbe*, *ayizogbe*, *cigbe*, *defigbe*, *fongbe*, *gbesigbe*, *gungbe*, *movologbe*, *phelagbe*, *phlagbe*, *raxegbe*, *segbe*, *setogbe*, *talagbe*, *tofigbe*, *toligbe*, *saxwegbe*, *maxigbe*, *wacigbe*, *gengbe*, *wemegbe*, *xeviegbe* (Kluge 2000). Entre les langues de ce sous-groupe ou continuum existe une intercompréhension frappante. C'est justement ce que précise Capo (2000 : 63) quand il avance que ces parlers « sont techniquement à considérer comme dialectes d'une même langue (le *gbe* : voir Capo 1988) ».

Le sous-groupe ou continuum "èdè"² qui comprend les langues qui au point de vue glossonymique désignent la langue par le lexème "èdè". Ainsi a-t-on :

-
- ² Capo (1989:281) propose la classification suivante pour la langue Yorùbá et ses variétés :
 - - Edekiri (Yoruba Isekiri)
 - a) Ede (Yoruba)
 - b) Isekiri / Ede Sud-Ouest
 - - Igala
 - Au sein de la branche Edekiri, plusieurs termes utilisés ne sont pas bien définis. Capo (1989:277) mentionne que le terme *yoruba* peut être utilisé comme « ... *a cover term for a dialect cluster spoken in Western Nigeria, Benin and Togo.* » Cependant, en réalité, il ne semble pas couvrir les haut-parleurs de la grappe au Bénin et au Togo, parce qu'ils sont mieux connus comme Nago ou Anago. Compte tenu de ces noms secondaires parfois pas précis et afin d'éviter l'utilisation de "Yoruba" lorsque l'on se réfère à ces variétés, Capo (1989 : 281) propose "Edè", puisque tous ces « locuteurs préfixent èdè à

èdè nago, èdè yoruba, èdè ica, èdè ife, èdè idaaca, èdè kètu, èdè cabe, èdè mokolé, èdè ije, èdè ana, èdè ajase (Kluge, 1999).

Ici également il existe une intercompréhension très étroite entre ces langues (CENALA 2003 actuel INALA).

Tchitchi (1994) indique qu'au Bénin on a « identifié et localisé cinquante-deux intentions linguistiques ». Capo (2000 : 62) précise : « Les résultats provisoires des deux premières phases du « Projet Atlas et Etudes Sociolinguistiques du Bénin » (Voir CNL 1983a et b) mis à jour nous donne l'inventaire suivant de soixante-trois parlers ».

Cela dit, comment pourrait-on gérer ce plurilinguisme intra étatique sans langue dominante à l'échelle nationale ?

Quelles solutions peut-on adopter pour régler de manière pacifique une coexistence juste et équitable des différents groupes linguistiques ?

3. Propositions de solutions

Quatre solutions ont retenu notre attention :

- L'adoption d'une seule langue nationale qui secondera le français ;
- L'adoption de certaines langues nationales en plus du français sur la base des critères de choix proposé par l'Agence de Coopération Culturelle et Technique³ (ACCT) ;
- L'adoption du dendi, du baatonum dans le Nord, du fongbe, du yoruba dans le Sud en plus du français et l'enseignement des autres langues au niveau communal.

Nous examinerons successivement l'une après l'autre ces différentes propositions.

3.1. L'adoption d'une seule langue nationale qui secondera le français

Une telle option comporte des avantages et des inconvénients. Voyons d'abord les avantages. Premièrement, elle engendrerait peu de coûts. En deuxième lieu, le choix d'une seule langue nationale qui accompagnerait le français constituerait une force capable d'unir toutes les communautés linguistiques à condition, bien sûr, qu'elles y consentent. On sait également que les pays linguistiquement hétérogènes doivent leur cohésion et leur stabilité étatique à l'usage d'une langue commune. Elle devient un facteur d'intégration. Il y a d'autres avantages. Un tel choix faciliterait le même système éducatif, les mêmes institutions politiques, économiques et sociales.

leur ethnonyme ». Selon lui, cette proposition a été « acceptée tacitement à la 8e Conférence LAN à Port Harcourt ». A la suite de cette proposition, le terme "èdè" plutôt que "Edekiri" ou "Yoruba" est employé tout au long de ce rapport.

³ Propositions pour un plan d'Aménagement Linguistique (1993 : 35-37).

En revanche, l'usage d'un très grand nombre de langues à l'échelle nationale pourrait favoriser le séparatisme et retarder l'unité nationale⁴.

Cependant, l'adoption d'une seule langue nationale commune sans le consentement de l'ensemble de la population peut entraîner des réactions violentes de la part de certaines communautés linguistiques jalouses de leur héritage culturel et qui ont peut être été dominées par les membres de la communauté linguistique dont la langue serait choisie. C'est ici qu'il faut comprendre la réaction du groupe sociolinguistique boo qui refuse l'enseignement du baatonum dans leur aire géographique. L'histoire nous enseigne que les Baatombu considèrent les Boo comme leurs esclaves.

Il est utile de rappeler ici que l'utilisation du français, langue neutre, met, pour le moment, tout le monde sur un même pied d'égalité. Fishman (1968: 45-46) nous rappelle cet équilibre en ces termes:

« Diglossia, of more modern sort exists throughout most of sub Sahara Africa, Asia and Latin America and involve English, or Spanish together with one or more indigeneous languages; such diglossia, combined with other factors to be mentioned, basically accounts for the lack of divisiveness in the political integration of most countries of modern Africa. Instead of trying to cope wick hundreds of local languages as instruments of government, education, industrialization etc, most African states decided to assign all of them equally to their respective home family and neighbourhood domains and to utilize a single, major European languages (usually English or French) for all more formal, stateful and specialized domains. This approach tends to minimize internal linguistic divisiveness since it does not place any indigenou language at an advantage as the language of nationhood.»

Cet équilibre ne risque-t-il pas d'être rompu dès que les langues nationales vont entrer en compétition ?

3.2. L'adoption de certaines langues nationales sur la base des critères objectifs de choix proposés par l'ACCT

Si l'on prend en compte les critères objectifs de choix proposées par l'ACCT, à savoir la masse critique c'est-à-dire l'importance du nombre de locuteurs d'une langue par rapport aux autres, la dynamique linguistique ; la fonctionnalité linguistique, autrement dit le rôle que les langues en question jouent dans les secteurs clés de la vie nationale tels que les activités économiques, les échanges socioculturels, l'éducation, les communications nationales et interétatiques ; l'équipement linguistique ou le degré d'instrumentalisation des langues ; la véhicularité et la

⁴ Il y a des exceptions. La Suisse par exemple. Dans ce pays, la majorité allemande qui représente 75% de la population ne domine pas les autres groupes ethniques c'est-à-dire les Français, les Italiens et les Romans.

transnationalité, cinq langues ont retenu notre attention. Il s'agit du baatonum, du dendi, du fongbe, du gengbe et du yoruba.

Passons en revue ces langues sur le terrain.

Le baatonum, avec 353333⁵ locuteurs au Bénin et 80.000 au Nigeria, est parlé dans l'Alibori, le Borgou et l'Atacora. Cependant hormis la masse critique et la transnationalité il ne répond pas de façon satisfaisante aux autres critères.

Le gengbe, langue maternelle de 168.000 Béninois, est parlé par l'ensemble de la population du Mono et du Couffo. Elle sert de langue véhiculaire également dans le sud du Togo où elle compte environ 334.000 locuteurs.

Le dendi appartenant à une minorité dans le Nord du pays qui se chiffre à 40.000 locuteurs est la langue véhiculaire dans les quatre départements du Nord, c'est-à-dire le Borgou, l'Alibori, l'Atacora et la Donga.

Ces trois langues, ne répondent pas de façon satisfaisante aux critères de choix proposés par l'ACCT.

Que dire des deux autres langues ? Commençons par le fongbe.

Bien qu'originaire du Zou et des Collines, le fongbe est parlé dans les douze Départements du Bénin.

Le nombre de locuteurs ayant le fongbe comme première et deuxième langue s'élève à plus de 3.000.000 d'individus (Institut National de la Statistique et de l'Analyses Economiques, 2011). Les 2/3 des fonctionnaires béninois sont de groupe ethnique fon. Le fongbe est la langue véhiculaire du Sud. En outre, il est enseigné comme matière au Département des Sciences du Langage et de la Communication à la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université d'Abomey-Calavi. C'est la langue de l'alphabétisation dans les zones fongbephones. Cependant, le fongbe souffre d'un handicap qu'il partage avec la plupart des autres langues du Bénin. Son équipement linguistique est très limité.

Et le Yoruba ? Parlé par plus de 1.000.000 personnes (Institut National de la statistique et de l'Analyse économique 2011), le yoruba est présent dans tous les Départements. En dehors du Bénin, il est parlé au Togo et au Nigéria. Ses locuteurs jouissent d'un prestige économique considérable. Il y a un autre avantage très important : le yoruba est de toutes les langues du Bénin la plus élaborée⁶. Par ailleurs, il sert de médium d'enseignement dans les établissements scolaires au Nigéria depuis environ 30 ans. Au Bénin il est enseigné comme matière au Département des Sciences du Langage et de la Communication. Sa présence sur Internet et dans les

⁵ 1 ; 2 ;3 ;4 ;5. Ces données sont fournies par l'Institut National de Statistiques et d'Analyses Economiques du Bénin (INSAE, 2011).

⁶ Il dispose de matériels didactiques de toute catégorie. En outre, beaucoup d'enseignants sont disponibles.

nouvelles technologies de l'information et de la communication est effective depuis quelques années.

Comme on le voit, ces langues, à savoir le baatonum, le dendi, le fongbe, le gengbe et le yoruba n'ont pas les mêmes valeurs extrinsèques. Au Bénin, le yoruba l'emporte largement sur les autres langues. Il faudrait bien sûr d'une part, qu'il jouisse d'un consensus social explicite ou tacite et d'autre part, qu'il bénéficie du fait politique, facteur indispensable pour la promotion de toute langue au statut national à condition que d'autres facteurs œuvrent dans le même sens.

3.3. L'adoption du dendi et du baatonum dans le Nord, du fongbe et du yoruba dans le Sud et l'enseignement des autres langues à l'échelle des communes

On peut imaginer un scénario dans lequel le dendi du fait de sa fonction véhiculaire et le baatonum du fait de sa forte représentativité numérique pourraient être proposées dans les Départements de l'Atacora, de la Donga, du Borgou et de l'Alibori, c'est-à-dire le Nord. Le fongbe compris et parlé par presque tous les locuteurs "gbe" et le yoruba par les yorubaphones peuvent s'imposer sans grand problème dans le Sud. Mais on pourrait craindre quelques réticences qui émaneraient des minorités linguistiques du Nord et même du Sud qui souhaiteraient sauvegarder leurs identités. C'est justement pour dissiper ces craintes que nous privilégions l'option d'une prise en charge au niveau communal des autres langues. Parallèlement à l'enseignement du baatonum, du dendi, dendi, du fongbe et du yoruba, l'enseignement des autres langues sera pris en compte par des initiatives communales. Le Bénin compte 77 communes. Les autorités locales sont bien indiquées pour déterminer la langue véhiculaire pour celles dont les communes comportent plus d'une langue. Une école sera choisie par commune pour soutenir l'initiative. Toutes les langues se sentiront concernées.

Cette solution consisterait à utiliser toutes les langues nationales sans exception. Elle serait à notre avis la solution qui pourrait donner satisfaction à tout le monde puisqu'elle mettrait toutes les communautés linguistiques sur un même pied d'égalité.

En outre, elle aurait l'avantage de préserver nos cultures et faciliter l'enseignement dans toutes les langues. Il apparaît donc que la planification du statut des langues qui consiste à déterminer le nombre et la répartition des langues dans un pays donné et à fixer leur utilisation dans les institutions et les diverses sphères d'activité constituent une entreprise très délicate complexe et périlleuse.

Que conclure sur les différentes solutions que nous avons proposées ?

3.4. En guise de synthèse

La première solution, à savoir, l'adoption d'une langue nationale, aux côtés de la langue française, bien qu'avantageuse à divers égards, nécessite un certain nombre de critères qui ne sont pas toujours faciles à une langue de réunir. L'adoption de certaines langues à l'exclusion de bien d'autres pose une question juridique. Au nom de quelle loi certaines langues auraient un statut privilégié ?

La troisième solution que nous avons proposée, à savoir, l'adoption du dendi et du baatonum dans le Nord ; du fongbe et du yoruba dans le Sud et l'enseignement des autres langues à l'échelle de la commune est, à nos yeux, la moins coûteuse à l'Etat central puisqu'elle entraînerait moins de moyens financiers que la quatrième solution. Par ailleurs, elle pourrait satisfaire les populations du Nord du pays pour deux raisons : le dendi est véhiculaire ; le baatonum est parlé par un grand nombre de Nordiques. Les autres langues du Nord sont si nombreuses qu'il ne serait pas pratique et économique de les choisir. Le sud accepterait le fongbe et le yoruba dans la mesure où la première langue couvre tout le Sud, le yoruba s'imposerait à cause de son prestige, de sa transnationalité, de sa production littéraire et de sa fonctionnalité.

L'adoption de toutes les langues nationales sans exception a l'avantage de respecter l'identité linguistique de tous les groupes ethniques à l'intérieur du même territoire et n'entraîne pas nécessairement le séparatisme. L'exemple de l'ex URSS qui avait trouvé une solution au multilinguisme sur son vaste territoire devrait nous rassurer. Cependant le non interventionnisme consolide la langue dominante et renvoie aux calendes grecques l'intervention de l'Etat sur les langues. C'est pour échapper au non interventionnisme que nous avons décidé d'opérer un choix. Il s'agit de la troisième proposition de solution.

Conclusion

Le Bénin est condamné à moyen ou à long terme à emprunter la voie de l'aménagement linguistique qui se pose à lui et corriger d'autre part la situation sociolinguistique héritée de la colonisation. Il n'est plus donc question de remettre à demain les réflexions devant nous conduire à la résolution de ces problèmes qui perdurent. Le moment est très favorable puisque toutes nos Universités disposent de Départements des Sciences du Langage où sont formés des linguistes de renommée internationales. Il existe également d'excellents travaux scientifiques dont nos chercheurs peuvent s'inspirer, ce qui n'était pas le cas au début des indépendances de nos pays. C'est fort de cette opportunité que nous avons décidé d'apporter notre contribution à ce débat. Pour ce faire, il nous est apparu nécessaire de

nous inspirer des situations linguistiques et sociolinguistiques du Bénin afin de proposer des solutions appropriées à la gestion du multilinguisme auquel il est confronté. Cette approche est, à nos yeux, indispensable dans la mesure où aucun aménagement linguistique ne peut être appréhendée en dehors de son contexte et aucun modèle n'est transposable, étant donné que chaque cas est particulier. Pour y parvenir, il urge de produire de matériels didactiques dans les langues et d'autre part la formation du personnel enseignant et qu'on aboutisse à des consensus collectifs qui puissent garantir la paix au sein de toutes les communautés plurilingues. Telles sont, à notre avis, les exigences et les conditions qui peuvent conduire à un aménagement linguistique pacifique.

Bibliographie

- ACCT 1993.- Propositions pour un plan d'aménagement linguistique (Espace Francophone du Sud).
- BUGARSKI Ranko 1987.- "Politique et Aménagement Linguistiques en Yougoslavie".
Lin : Politique et Aménagement linguistiques, Paris, Collection L'ordre des mots, le Robert pp 417-452.
- CALVET L. J. 1981.- Les Langues Véhiculaires, Paris, PUF. Que sais-je ? n°1916.
- CALVET, L.J. 1996.- Les politiques Linguistiques, Paris PUF. Que sais-je ? n°1950.
- CENTRE NATIONAL DE LINGUISTIQUE APPLIQUEE (CENALA).- Atlas et Etudes Sociolinguistiques du Bénin, Cotonou, Société Grande Marque, 2003
- CORBEIL Jean-Claude 1987. "Vers un aménagement linguistique compare" in Politique et aménagement linguistique, Paris, Collection l'ordre des mots, le Robert pp 553-566.
- DAOUST Denise et al. 1987 l'aménagement linguistique". In : Politique et Aménagement linguistiques. Paris : Collection l'ordre des mots, le Robert pp 7-47.
- EDWARDS, John 1994. - Multilingualism, London and New York, Routledge.
- FISHMAN J. A. 1968. - Readings in the Sociology of Language (eds) by Joshua Fishman, The Hague, Paris, Mouton.
- HALLIDAY M. A. K. 1972. - Sociological Aspects of semantic change in proceedings of the 11th International Congress of Linguists. Bologna: Il mulino, 853-888.
- HAUGEN Rinar 1966. - Linguistica and Language Planning. In William Brigh (Ed) Sociolinguistics: proceedings of the UCLA Sociolinguistics Conference, 1964. The Hague: Mouton, pp 50-71.
- HAUGEN Einar 1969. - Language Planning, Theory and Practice in A. Graur. (Ed), Actes du xè Congrès International des Linguistes Bucarest 28 août-2 septembre 1967: Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie. Vol I, pp 701-711.
- RACINE J. 1966.- "L'Inde ou Comment Gouverner Babel ?" in Herodote, Revue de Géographie et de Géopolitique des Langues n°42, pp 7-30.
- UNESCO, 1997.- Conférence Intergouvernementale sur les politiques linguistiques en Afrique, Document de Travail, Harare.
- WEINSTEIN, Brian 1980. - Language Planning in Francophone Africa. Language Problems and Language Planning, 4 (1): 55-77.